INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 14 avril 2022**

* Les marchés actions européens ont clôturé en hausse, rassurés par la BCE. Le CAC 40 a gagné 0,7% à 6 589,35 points. Sur la semaine, la Bourse de Paris affiche un gain de plus de 0,6%, la plupart des marchés financiers sont fermés vendredi. L'Euro Stoxx 50 a progressé ce soir de 0,6% pour afficher un bilan hebdomadaire quasi stable. Vers 17h30, Wall Street évoluait en ordre dispersé, avec un Dow Jones en hausse de 0,4%, mais un Nasdaq en repli d'environ 1%. Les valeurs technologiques et de croissance sont pénalisées par la remontée des taux longs.
* Le rendement du 10 ans américain grimpe en effet de 8 points de base à 2,78%.
* Les conclusions de la réunion de politique monétaire de la BCE étaient au centre de toutes les attentions. Aucune décision majeure n'était prévue, mais les commentaires de Christine Lagarde sur l'accélération de l'inflation étaient très attendus.
* Finalement, la présidente de la banque centrale a décidé de gagner du temps, l'incertitude économique accrue causée par la guerre en Ukraine occultant les pressions inflationnistes croissantes en Europe.
* " C'est pourquoi, tout en reconnaissant que l'inflation s'est considérablement intensifiée et s'est propagée à de nombreux secteurs, la BCE a choisi de maintenir "l'optionalité, le gradualisme et la flexibilité", en gardant les taux inchangés ", a commenté Wolfgang Bauer, gérant dans l'équipe Public Fixed Income chez M&G Investments.
* Selon lui, "s'il est compréhensible que Mme Lagarde ait évité de s'engager sur la voie d'une normalisation de la politique monétaire au vu des vents contraires qui pèsent actuellement sur la demande des consommateurs et la confiance des entreprises en Europe, le risque évident est, bien sûr, que la BCE prenne encore plus de retard, ce qui pourrait la contraindre à agir encore plus énergiquement dans le courant de l'année si l'inflation continue de régner en maître ".
* Dans ce contexte, les opérateurs n'ont guère réagi aux publications trimestrielles affectées par la hausse du coût du risque de plusieurs banques américaines de premier plan : Citi, Goldman Sachs, Morgan Stanley et Wells Fargo.
* Jeudi, le gaz naturel coté à New York a atteint 7,124 dollars par million de BTU (British thermal units), soit son plus haut niveau depuis 2008. Il a bondi de près de 60% depuis l’invasion de l’Ukraine par la Russie. Les marchés s’inquiètent des risques d'approvisionnement l’hiver prochain en raison de la guerre et de l’accélération actuelle de la demande liée à un mois d’avril plus froid qu’à l’accoutumée en Amérique du nord.
* La Banque du Canada (BoC) a décidé mercredi de procéder pour le deuxième mois consécutif à un tour de vis monétaire. L’institution a relevé son principal taux directeur de 50 points de base pour le porter à 1%. Elle cherche ainsi à endiguer une inflation qui pourrait atteindre presque 6 % en moyenne durant la première moitié de 2022, soit bien loin de sa cible de 2%. Cette décision a permis au dollar canadien, en repli en début de semaine, de revenir à l’équilibre face au billet vert à 0,7947 dollar américain.
* " Les perspectives de croissance de l'Allemagne semblent de plus en plus vulnérables à l'inflation plus élevée que prévu, qui réduit les revenus des ménages et perturbe les chaînes d'approvisionnement, ainsi qu'à l'impact du durcissement des sanctions contre la Russie " prévient Scope.

L'agence de notation a encore revu à la baisse ses prévisions de croissance économique pour l'Allemagne, qui devraient se situer entre 2 % et 2,5 % cette année et 3 % en 2023. Elle prévoyait une croissance de 4,4 % cette année avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie fin février.

Scope discerne d'autres risques qui pourraient entrainer une nouvelle baisse de ses prévisions, en particulier dans le cas d'un embargo de l'Union européenne sur les importations de gaz et de pétrole en provenance de Russie et d'une guerre prolongée en Ukraine sans résolution cette année. Les principaux instituts de recherche économique estiment qu'un embargo immédiat sur le pétrole et le gaz russes ralentirait considérablement la croissance en 2022 et provoquerait une profonde récession en 2023, l'économie se contractant d'au moins 2 %.

* Pfizer et son partenaire allemand BioNTech ont révélé qu'un essai de phase 2/3 de leur vaccin de rappel contre le Covid-19 avait montré une réponse immunitaire élevée chez les enfants âgés de 5 à 11 ans. Les données d'une sous-analyse de 30 sérums de l'essai ont montré une multiplication par 36 de la protection contre le variant omicron, qui est devenu dominant dans le monde.

**SOCIETES**

* A la Bourse de Paris, le palmarès hebdomadaire du CAC 40 est dominé par Thales (+7,1%). Le groupe de défense a le vent en poupe depuis la guerre en Ukraine. A l'opposé, Dassault Systèmes a cédé 3,3%, pénalisé par la hausse des taux longs.
* En 10 jours, Elon Musk est passé de premier actionnaire de Twitter et futur membre du conseil d'administration - bien accueilli par le management - à raider. A Wall Street, l'action du réseau social ne grappille que 0,58% à 46,07 dollars en fin d'après-midi. Le fondateur de Tesla, qui détient déjà 9,2% du capital de Twitter, propose de racheter le réseau social pour le prix bien plus élevé de 54,20 dollars par action en numéraire. Ce montant représente une prime de 38% avant que sa prise de participation ne soit dévoilée début avril. Cette offre représente une valorisation de 43 milliards de dollars pour 100% de Twitter.
* Malgré son trou d'air de milieu de matinée,  Publicis est parvenu à clôturer la séance sur un gain de 1,79% à 55,62 euros. Un rapport d'activité trimestrielle meilleur que prévu a finalement éclipsé les perspectives trop prudentes dévoilées par le groupe de communication.

"Au premier trimestre 2022, Publicis a enregistré un début d'année bien meilleur que prévu, à la fois financièrement et commercialement, déclare la société des Champs Elysées dans un communiqué. Alors que cette performance aurait dû conduire le groupe à relever ses prévisions annuelles 2022, la situation sanitaire mondiale, l'évolution du conflit en Ukraine et les conséquences de l'inflation pour ses clients créent trop d'incertitudes pour le faire à ce stade".

Ainsi, au lieu de relever ses objectifs, Publicis s'est contenté de viser le haut de la fourchette de croissance organique attendue pour 2022, à savoir entre +4% et +5%, dont +5% au deuxième trimestre.

* Valneva a bondi de 9,90% à 16,76 euros. Le titre avait été suspendu avant l'ouverture dans le sillage de l'autorisation de mise sur le marché anglais du vaccin contre la Covid de la biotech.La cotation du titre a repris un peu après 13h30 sur un gain de 23%. L'agence de santé britannique MHRA a donc accordé une autorisation conditionnelle de mise sur le marché pour son candidat vaccin à virus entier inactivé contre le Covid 19, VLA2001, pour la primovaccination chez les adultes âgés de 18 à 50 ans.

La MHRA a constaté que VLA2001 répond aux normes de sécurité, de qualité et d'efficacité requises pour cette autorisation.

C'est le sixième vaccin contre le coronavirus à être autorisé au Royaume-Uni, s'ajoutant à ceux d'AstraZeneca, Pfizer, Moderna, l'unidose Janssen (Johnson & Johnson) et Novavax.

Valneva espère que cette autorisation pourrait ouvrir la voie à la disponibilité d'une solution vaccinale alternative pour la population britannique. "Nous continuons à recevoir chaque jour des messages de personnes qui souhaitent bénéficier d'une approche vaccinale plus traditionnelle. Nous pensons que cette approbation pourrait également conduire à de nouvelles autorisations de mise sur le marché dans d'autres régions du monde", a indiqué Thomas Lingelbach, le président du directoire de Valneva.

Cette nouvelle autorisation de mise sur le marché s'ajoute à l'autorisation pour l'utilisation d'urgence qui a été accordée par l'agence NHRA du Royaume de Bahreïn en mars 2022.

Un processus de revue est toujours en cours avec l'Agence européenne des médicaments (EMA). Au Royaume Uni, suite à la fin de l'accord de fourniture avec le gouvernement britannique en septembre 2021, Valneva est en discussions avec le gouvernement écossais pour la fourniture d'un maximum de 25 000 doses de VLA2001 au National Health Service écossais et aux personnes en contact avec la maladie dans le cadre de leur activité professionnelle en Ecosse.

* Goldman Sachs a dévoilé des résultats en nette baisse au premier trimestre du fait d'un environnement difficile sur les marchés lié à la guerre en Ukraine. Sur cette période, la célèbre banque d'affaires américaine a enregistré un bénéfice net part du groupe en baisse de 43% à 3,83 milliards de dollars, soit 10,76 dollars par action. Comme il est de tradition pour Goldman Sachs, le consensus FactSet est très éloigné de la réalité à 8,90 dollars. Les revenus de Goldman Sachs ont reculé de 27% à 12,93 milliards de dollars, dépassant les prévisions de Wall Street : 11,86 milliards de dollars.

Outre le recul de son activité, ses comptes ont été pénalisés par 561 millions de dollars de coût du risque alors qu'elle avait enregistré un solde favorable de 70 millions de dollars un an auparavant.

" Ce fut un trimestre turbulent dominé par l'invasion dévastatrice de l'Ukraine. L'évolution rapide de l'environnement de marché a eu un effet significatif sur l'activité des clients, car l'intermédiation du risque est passée au premier plan et les émissions d'actions se sont quasiment arrêtées " a commenté le PDG, David Solomon.

* Bien orientée en début de séance, l'action OVHcloud a finalement reculé de 5,36% à 20,83 euros. Le spécialiste européen du cloud a pourtant rehaussé ses prévisions de croissance. Sur la base de la croissance enregistrée au premier semestre et d'une dynamique commerciale soutenue, OVHcloud relève son objectif de croissance du chiffre d'affaires et anticipe désormais une croissance entre 15% et 17%, à comparer à la fourchette de 12,5% à 15% communiquée au premier trimestre.

Ces objectifs prennent l'hypothèse d'un chiffre d'affaires minime en Ukraine, Russie et Biélorussie lors du second semestre 2022.

**ANALYSES**

* Ni la guerre en Ukraine, ni la flambée des coûts d'emprunts des Etats européens ne feront dérailler la Banque centrale européenne (BCE). Lors de sa réunion de politique monétaire, elle a choisi jeudi de poursuivre sa lutte contre l'inflation en retirant progressivement ses mesures exceptionnelles de soutien à l'économie.

Certes, contrairement à la Banque du Canada la veille, ou la banque centrale sud-coréenne, l'Institution de Francfort n'a pas augmenté ses taux directeurs. Le taux de dépôt reste à -0,5 %, le taux de refinancement à 0 % et le taux marginal à 0,25 %. Mais elle a confirmé qu'elle allait réduire dès le mois prochain le montant mensuel de ses achats d'obligations. L'enveloppe, qui est actuellement de 40 milliards d'euros, passera à 30 milliards en mai, puis 20 milliards en juin.

Et après ? Le débat est intense au sein du Conseil des gouverneurs qui fixe la politique monétaire de la BCE. Lors de la réunion de mars, déjà, les plus ardents partisans de l'orthodoxie monétaire avaient demandé que soit fixée une date précise de fin pour l'Asset Purchase Programme (APP). Ce programme d'achat d'actifs a soutenu le marché obligataire européen et conservé des conditions de financement favorables aux Etats européens quasiment sans interruption depuis 2015.

La banque centrale a choisi de garder un peu de souplesse, en réservant à sa réunion de juin sa décision sur l'arrêt définitif de ce programme. Mais elle a précisé qu'elle prévoyait a priori d'y mettre fin au troisième trimestre. « Il faudrait désormais une récession sévère ou une forte baisse dans les prévisions d'inflation pour que la BCE renonce à stopper l'APP cet été », analyse Carsten Brzeski chez ING.

La question de quand au cours du trimestre est d'importance. Car la banque centrale prévoit de relever ses taux directeurs « un certain temps » après ses derniers achats. Lors de la conférence de presse, à laquelle la présidente de l'institution - atteinte du Covid - a participé en visioconférence, Christine Lagarde a de nouveau estimé que ce délai irait « d'une semaine à quelques mois ».

Autrement dit, si elle cessait l'APP en juillet - ce qui reste possible -, la BCE pourrait procéder à un premier tour de vis en septembre. Et à un deuxième en décembre. C'est d'ailleurs actuellement le pari des marchés. Le taux de dépôt serait alors fixé à 0 %, quittant l'univers des taux négatifs pour la première fois depuis 2013.

Malgré le ton déterminé de sa présidente, le choix est cornélien pour la BCE, tant la situation économique est incertaine. D'un côté, l'inflation en zone euro a battu un nouveau record depuis la création de la monnaie unique, en s'établissant à 7,5 % sur 12 mois en mars. Très au-delà de la cible de 2 % que s'est fixée la banque centrale pour garantir la stabilité des prix.

Plus ennuyeux, les anticipations d'inflation à moyen terme, sur les marchés, tournent désormais à un niveau supérieur à 2,35 %. Ce qui plaide en faveur d'une réaction forte et rapide de la banque centrale. D'autant que ses grands homologues, Réserve fédérale américaine et Banque d'Angleterre en tête, ont déjà largement commencé leur mouvement de hausse des taux et mènent une politique de resserrement très agressive.

Mais d'un autre côté, comme le rappellent les membres les plus modérés du Conseil des gouverneurs, les causes fondamentales de l'inflation - notamment la hausse des prix des matières premières et de l'énergie - sont majoritairement extérieures à l'Union européenne. La politique monétaire n'y peut donc pas grand-chose. En revanche, un resserrement prématuré pourrait affaiblir une croissance déjà mise à mal par la guerre en Ukraine qui, notamment, « pèse sur la confiance des entreprises et des ménages », a souligné Christine Lagarde. Certains économistes commencent même à prévoir une récession en Allemagne, en cas d'embargo sur le gaz russe.

Les nouvelles projections économiques de la BCE, qui seront présentées en juin, seront donc déterminantes pour l'évolution de la politique monétaire. La Française a également affirmé que la banque centrale était prête à agir pour contrer une fragmentation financière en zone euro, mais elle a refusé de donner plus de détail ni de confirmer les rumeurs sur un potentiel nouveau programme d'achat d'actifs qui pourrait servir de filet de sécurité.

**L’AGENDA DU 15 avril 2022**

**Les Bourses européennes et américaines sont fermées  
  
8h45 en France**

Inflation en mars  
  
**14h30 aux Etats-Unis**

Indice d'activité "Empire State" d'avril  
  
**15h15 aux Etats-Unis**

Production industrielle de mars